

LA PRESSE EN REVUE...

LUNDI 4 JUILLET 2016

SOMMAIRE

- 1) **Le «Tintin» de Mitterrand**
- 2) **Au bal de la Belle alliance populaire**
- 3) **Les frondeurs rejettent...**
- 4) **Le fantôme du PS : la Commission des conflits**
- 5) **Qui cherche trouve...**
- 6) **Hamon s'oppose à la loi travail**
- 7) **Le mystère de Michel Rocard...**



Gérard Diez La Presse en Revue

I) Michel Rocard, entre synthèse et transgression



C'est fou ce qu'on aime les morts quand ils sont socialistes ! Avec Michel Rocard le phénomène a atteint son zénith. Cet homme libre, et finalement fidèle, a souffert toutes les embuscades, de droite à gauche, mais il est encensé, de gauche à droite, car chacun peut voir en lui une caution pour ses arrières-pensées...

« La douleur est immense, l'héritage aussi » (Jean-Christophe Cambadélis), « une grande figure de la gauche française et européenne » (Martine Aubry), « une personnalité de référence » (Michel Sapin), « je me sens un peu orphelin » (Manuel Valls), « ses idées doivent lui survivre et être servies » (Emmanuel Macron), « avec lui j'ai appris l'éthique de conviction » (Benoît Hamon), « sa vie est une leçon » (Jean-Luc Mélenchon), « esprit agile, goût du débat sans concession mais sans sectarisme » (Alain Juppé), « innovateur politique et homme de rassemblement » (François Bayrou), « restera dans notre histoire par son honnêteté et sa droiture » (Bruno Le Maire) « esprit créatif » (Xavier Bertrand), « homme de convictions » (Marine Le Pen), « le sens de l'État » (Nicolas Sarkozy).

N'en jetez plus. Il y a bien sûr l'hypocrisie des jours de deuil en politique. Les héritiers de Mitterrand l'aiment d'autant plus qu'ils l'ont abattu, Valls ou Macron, qui s'en réclament, le célèbrent d'autant mieux que sa fidélité sert de caution à leurs calculs, Mélenchon le respecte avec d'autant plus d'émotion qu'« en ce temps-là tous les socialistes étaient de gauche même très différemment », Sarkozy en profite pour se mettre encore en avant (« président de la République j'avais souhaité lui confier des responsabilités », etc.), la droite l'apprécie d'autant plus qu'il s'est beaucoup planté sur le plan électoral et que sa liberté de penser a souvent mis un bazar d'enfer au parti socialiste...

En clair, chacun peut voir en lui une caution pour ses arrières-pensées. Un midi à sa fenêtre. Les Jacobins parce qu'au-delà de ses concessions au libéralisme, il n'a jamais abandonné sa certitude du rôle central de l'État, et les libéraux parce qu'il n'a jamais nié la puissance du marché et toujours prôné l'idée qu'on ne gouverne pas contre lui.

Au bout du compte, le plus remarquable chez cet homme impatient, voire cassant quand il rêva de

devenir président, puis malicieux et détaché comme le dalaï-lama quand il dut y renoncer, fut sa capacité à charrier les contradictions sans se désintégrer. Il fut assez divers pour que tout le monde puisse arracher un bout de sa dépouille et la brandisse aujourd'hui sur son lit de mort, mais il est assez unique, et assez cohérent, pour n'appartenir à personne et résister aux récupérations ambiantes. Il a beaucoup cherché, c'est vrai, beaucoup tenté, beaucoup osé, il est même allé aux extrêmes limites de son camp en 2007 en refusant de diaboliser le camp d'en face, celui des sarkozystes, mais contrairement à un Kouchner, ou pire encore à un Besson, il ne s'est jamais trahi. Il est resté lui-même, au bord de la rupture, mais socialiste quand même, dans la continuité.

S'il est déjà dans l'histoire, c'est qu'il nous laisse une œuvre. Sa grande leçon de politique, il l'a donnée en 1988, en arrivant à Matignon. Il hérite d'un dossier ensanglanté par les passions locales et la surenchère politicienne. Jacques Chirac en campagne pour la présidentielle, son ministre de l'intérieur Charles Pasqua, et Bernard Pons, ministre de l'outre-mer, croient électoralement utile de jouer les gros bras dans le différend calédonien. Comme Sarkozy vingt ans plus tard avec son Kärcher, ils se lancent dans une démonstration de force, au nom de l'ordre, contre les indépendantistes. Le résultat est tragique. Prise d'otages et 21 morts dans la grotte d'Ouvéa. On est au bord de la guerre civile. Michel Rocard dénouera les fils, et engagera le dialogue avec les uns et les autres. Un dialogue fragile, insuffisant sans doute, qui n'a pas tout réglé, mais qui a évité l'embrasement. Le dialogue républicain.

Dans l'héritage de Michel Rocard il y a aussi la création du RMI, le Revenu minimum d'insertion, ancêtre du RSA. Voilà, de la part de ce social-démocrate assumé, donc de ce « social-traître » aux yeux de l'extrême gauche, un héritage qui prouve, au moins un peu, que les petits pas mènent parfois plus loin que les espoirs de grand soir...

Enfin, Michel Rocard a aussi inventé un impôt que nul ne conteste, la CSG. Un impôt à la fois progressif et universel, et qui s'est, si l'on ose dire, « imposé » avec une telle évidence, que les plus grands économistes de gauche comme Thomas Piketty ont proposé de le fusionner avec

l'impôt sur le revenu.

Mais Rocard est aussi l'homme des rendez-vous manqués. Il s'est beaucoup trompé sur le plan tactique en fonçant quand il fallait patienter, ou en patientant trop quand il fallait partir. Son appel de Conflans, en 1980, pour devancer François Mitterrand, est un exemple de marketing raté. Ce jour-là, le « moderne » s'est enfermé tout seul en choisissant une sortie médiatique au moment où son rival « archaïque » bétonnait méthodiquement sa troisième candidature. À Matignon, quinze ans plus tard, il a fait l'erreur inverse. Il a cru pouvoir tenir, en subissant toutes les humiliations, en évitant tous les éclats, et s'est fait proprement « virer » selon sa propre expression. Et en 1994, un an après le désastre des législatives, il croit pouvoir inverser la tendance en conduisant la liste socialiste aux européennes mais subit une défaite si cinglante qu'il fut écarté de la candidature de 1995, au bénéfice de Lionel Jospin.

Ce destin présidentiel raté, par ses erreurs et par la volonté impitoyable de François Mitterrand, va paradoxalement construire son image d'homme à part. Dans une société qui rejette de plus en plus la politique et les politiques, il va devenir celui que la politique a rejeté, donc le symbole de la compétence injustement persécutée. L'image de la victime innocente. Le « Tintin » au pays des perfides et des coups bas.

Michel Rocard savait que le PS était le rassemblement entre une aile gauche et une aile centriste

Or ce Tintin ne s'est pas privé d'organiser des embuscades pour faire à d'autres ce qu'il a subi lui-même. En janvier 2007, en pleine campagne présidentielle, alors que Ségolène Royal, favorite jusque-là, s'enfonce dans un trou d'air et de « bravitude », il publie une tribune assassine dans le journal Le Monde. C'est l'époque où une partie du PS et des intellectuels de gauche se tourne vers François Bayrou, avant, pour certains comme Jean-Pierre Jouyet, l'actuel secrétaire général de François Hollande, de rejoindre Nicolas Sarkozy. Or Rocard emboîte le pas à ces mutants. Lui qui ne cesse depuis l'été précédent de mettre en doute les compétences de la candidate, voilà qu'il lui recommande de s'allier avec Bayrou pour éviter la débâcle. Elle ne s'en relèvera pas.

On touche là aux limites de la fidélité à ses engagements de jeunesse. Contrairement à

François Mitterrand, il a toujours été à gauche, mais autant le premier a bâti sa carrière sur une union avec le PC, autant le second rêve d'élargissement au centre. Quand il s'empare du PSU, le Parti socialiste unifié, et se présente à la présidentielle de 1969, il est à la gauche de la SFIO. Une gauche autogestionnaire et décentralisatrice, mais fascinée par Mao. Dans les milieux intellectuels, et dans la grande presse d'alors, ce jeune homme séduit beaucoup. Il incarne le fameux courant de la « deuxième gauche », qui se revendique du mouvement ouvrier mais refuse de s'enfermer dans une conception du socialisme alors encore dominée par le parti communiste. Il parle comme une mitraillette mais il a obtenu que le PSU renonce à toute idée d'action violente. Il est plus à gauche que le nouveau parti socialiste auquel il va bientôt adhérer, mais il est réservé sur le programme commun. Il est moderne comme le serait un Macron, mais il n'est pas centriste et surtout pas adepte du « ni droite ni gauche » qui commence à sévir. En 1981, il est plus que réservé sur les nationalisations, mais ronge son frein au ministère du plan et de l'aménagement du territoire.

Progressivement, la deuxième gauche, lassée de cohabiter avec la première, croira de moins en moins au parti socialiste, et rêvera de recomposition. Michel Rocard, pas tout à fait retraité, se complaira dans une posture de vieux sage et d'affreux jojo, tandis que ses héritiers, François Hollande en partie mais Manuel Valls d'abord, puis Emmanuel Macron, rêveront de s'émanciper en rompant les ponts à gauche. Au nom du rocardisme, ils engageront la rupture que Rocard a toujours refusée, même s'il en a été tenté.

Les rocardiens des années 2016 se vivent comme une force autonome, et accusent la première gauche incarnée par les « frondeurs » d'appartenir au siècle dernier, voire à l'antépénultième. Michel Rocard, dans l'une de ses dernières interviews, il y a deux semaines, a dit tout le mal qu'il pensait de ces héritiers-là. Lui, la victoire à laquelle il aspirait n'était pas l'éradication de la première gauche, comme le tente Manuel Valls, mais au contraire sa présence dans un parti qu'il aurait dominé.

Michel Rocard savait que le PS était le rassemblement certes brinquebalant, mais nécessaire, entre une aile gauche et une aile centriste, en aucun cas la victoire absolue d'un courant sur un autre. Il le savait parce que c'était sa propre histoire. Voilà ce qu'il disait de Valls et de Macron dans cet ultime entretien : « Ils n'ont pas eu la chance de connaître le socialisme des origines, qui avait une dimension internationale et portait un modèle de société. La conscience de porter une histoire collective a disparu, or, elle était notre ciment. Macron comme Valls ont été formés dans un parti amputé. Ils sont loin de l'Histoire. »

Voilà le diagnostic et toute la différence. Rocard était un transgressif, mais il était fidèle. Il ne voulait pas rompre et c'est en cela qu'il est resté une référence, aussi discutable soit-elle. D'ailleurs il n'était pas effrayé par l'idée de discuter, voire de « disputer ». Quelque part, il rêvait de synthèse comme Hollande, mais d'une synthèse qui n'aurait pas le projet d'effacer les antagonismes en les noyant dans un consensus mou. Une synthèse des antithèses.

Ce sens de la « synthèse » donne à tout le monde l'illusion que Rocard lui appartient et qu'il peut s'en servir comme d'un produit d'appel pour sa propre boutique. Mais chacun, de droite à gauche en passant par le centre, devrait faire attention. Rocard, toujours prêt à « collaborer », n'a jamais supporté d'être un « collaborateur ». Qu'on cherche à s'emparer de son héritage, et son fantôme se réveillera en rappelant le vivant qu'il fut : une personnalité à part, parfois « limite », mais toujours inclassable. Un homme qui n'appartient à personne.

mediapart.fr

II) Les socialistes passent en mode «progressistes»

Par Lilian Alemagna

Ce samedi, lors d'un rassemblement au gymnase Japy à Paris, les socialistes et leurs alliés ont lancé la «Belle alliance populaire»,

prémisse d'un «dépassement» du PS, mais d'abord outil politique pratique pour 2017.

Même Stéphane Le Foll, pourtant porte-parole du gouvernement, a du mal à s'y faire : «Je n'ai pas encore intégré l'acronyme «BAP»». Alors on reprend pour lui : BAP, c'est les premières lettres de la «Belle Alliance Populaire», le nouvel objet politique à gauche qui doit incarner, selon Jean-Christophe Cambadélis le patron du Parti socialiste, le «dépassement» de ce dernier. Ce samedi après-midi, au gymnase Japy dans le XI^e arrondissement de Paris, pour la première «assemblée nationale» de cette BAP, il y avait beaucoup de roses, un peu de verts sortis d'Europe Écologie il y a moins d'un an, des démocrates qui ont quitté François Bayrou il y a déjà un petit moment. Et tout le monde ici soutient François Hollande et le gouvernement de Manuel Valls. Pourtant membres de l'exécutif, les Radicaux de gauche ont, eux, «suspendu» leur participation à cette «Belle Alliance» fin juin. Préférant continuer à discuter avec les directions du Parti communiste et d'EE-LV, les plus à gauche du PS, en opposition avec la ligne du gouvernement, ont séché le lancement de ce rassemblement de formations politiques et de quelques responsables syndicaux et associatifs qui pourraient, après 2017, ne faire plus qu'un. Unanimité pour la primaire à gauche

Se succèdent alors au pupitre, sur la scène située au milieu du gymnase, des «grands témoins» qui sont en fait des ministres ou responsables de la majorité de premier plan. Il y a Emmanuelle Cosse (Logement) qui rappelle à ses camarades que «la loi de transition énergétique» devra être «appliquée dans son ensemble» soit «avec la fermeture de Fessenheim avant la fin de l'année». Il y a aussi Stéphane Le Foll (Agriculture) venu défendre l'agro-écologie, puis le patron des députés PS, Bruno Le Roux, la ministre de la Culture Audrey Azoulay...

On s'auto-congratule à coup de «on est tous très contents d'être dans la Belle alliance», de «ça réchauffe le coeur», de «nouveau départ» pour la gauche, de «c'est dynamisant»... Mais dans ce lieu habitué aux meetings de gauche - surtout radicale et écologiste - on a connu public plus enthousiasmé. Au passage, on passe au vote - sans en débattre - sur le principe d'organisation d'une «primaire citoyenne» en 2017 proposé il y a deux semaines par Cambadélis : unanimité forcément.

Désormais secrétaire d'Etat à la Simplification, l'ex-EELV Jean-Vincent Placé réveille la salle

lorsqu'il demande à tout le monde d'«assumer», avec «fierté» la valeur d'«impartialité» : Haute autorité pour la transparence et la vie publique (HATVP), lutte contre l'évasion fiscale, non-cumul des mandats, parité... «C'est nous!» s'exclame-t-il avant que l'on assiste au retour dans un rassemblement politique de Fadela Amara. L'ex-présidente de l'association féministe Ni putes, Ni soumises, passé ensuite sous pavillon Sarkozy, est venu plaider là pour plus de «diversité» et mettre en garde contre «un cancer (...) le fascisme vert».

«ça suffit les pleurnicheries!»

Ce samedi à Japy, ce n'est pas un lieu de débats au sein de la gauche mais de défense du bilan du gouvernement. On entend certes quelques personnes lâcher que «la justice est en faillite», qu'il existe «une rupture» avec les jeunes ou la crainte de finir «à 5%». L'objectif est bien ici de lancer la campagne de 2017, avant l'université d'été de cette même BAP, du 23 au 25 août à Nantes. Avec une intervention plus longue que les autres, Marisol Touraine exhorte la gauche à «se rassembler» et demande à ses camarades les plus à gauche - non présents - d'«arrêter de chouiner, de se lamenter» et d'«être fiers» d'avoir «remis la maison en ordre». «Au delà de cette salle, j'appelle toute la gauche à ne pas avoir le social honteux, lance la ministre de la Santé. Le déficit de la Sécurité sociale a reculé comme jamais». Touraine tape la droite, déroule ses mesures. Et si elle dit «assume(r) le pacte de responsabilité», en tant que «femme de gauche», elle y va franco contre le président du Medef : «Je dis à M. Gattaz, ça suffit! ça suffit les pleurnicheries! En France, ce n'est pas le patronat qui fait la loi!».

«Il faudra continuer à (...) croire» en ce rassemblement, poursuit François de Rugy, ex-EELV désormais sous étiquette Écologistes! Le député de Loire-Atlantique critique une gauche «défensive», demande à ce que «le bilan» de Hollande soit «plus valorisé et plaide pour une primaire «de rassemblement». Clin d'oeil appuyé en direction de François Hollande : «Et il se pourrait qu'il y ait un candidat à cette primaire qui manie l'art de la synthèse». Sa camarade chargée de la Biodiversité au gouvernement, Barbara Pompili, critique, elle, «les protestations», «les contestations» et «l'écologie religieuse» en visant, sans les nommer, ses ex-amis d'EE-LV.

«Elle est où la gauche? Elle est là!»

Le patron du PS - et donc de la BAP - conclut l'après-midi, fier de boucler une première étape de sa nouvelle petite entreprise politique qui doit aboutir, à la fin de l'année, à une «grande convention». «Elle est où la gauche? Elle est là!» s'exclame-t-il. Elle est où la gauche qui ramène des syndicalistes (...) des militants associatifs? Elle est là! Elle est où la gauche qui est la seule à pouvoir battre la droite et l'extrême droite? Elle est là!». Le premier secrétaire socialiste en appelle à la responsabilité de ceux qui, au PS, comme en dehors, s'opposent à la ligne actuelle du gouvernement : «Nous voulons dire, à l'ensemble du peuple de gauche, une présidentielle et des législatives ne sont pas là pour départager qui a eu raison et qui a eu tort, assume-t-il. Si nous sommes battus, nous aurons tous eu tort». Objet politique nouveau - certes brinquebalant et apparemment trop neuf pour repêcher les déçus de François Hollande à temps - une primaire à gauche qui s'organise chez lui - qu'il pourra donc maîtriser -, des opposants à Valls et Hollande incapables, eux, de s'entendre... Cambadélis va passer l'été avec ce qu'il souhaitait : réussir la prouesse, malgré les débats sur la déchéance de nationalité et la loi travail, de s'afficher comme le dirigeant du «courant unitaire de la gauche», comme il l'a clamé ce samedi. Son camp, pourtant, n'a jamais été aussi morcelé depuis des années.

Lilian Alemagna



III) Les frondeurs rejettent une primaire dans le cadre de la Belle Alliance populaire

Par Sophie de Ravinel

Alors que Jean-Christophe Cambadélis organise samedi un meeting de la Belle alliance populaire, les frondeurs préviennent que la primaire ouverte du PS ne pourra pas être enfermée dans ce mouvement de soutien à François Hollande.



Crédits photo : Lemouton Stephane/ABACA

«La 'Bap'? Cela ne nous concerne pas. C'est un mouvement de soutien à François Hollande.» Candidate à la primaire ouverte du PS, la sénatrice de Paris Marie-Noëlle Lienemann ne se sent pas concernée par l'Assemblée générale de la Belle Alliance populaire, qui se tient ce samedi à Paris. La «Bap», née après le congrès de Poitiers de juin 2015 et lancée par Jean-Christophe Cambadélis au printemps 2016, rassemble les socialistes et, au-delà, des écologistes et acteurs de la société civile qui soutiennent la politique du gouvernement. Le premier secrétaire du PS voudrait que cette initiative serve de base pour l'organisation de la primaire prévue les deux derniers week-ends de janvier 2017.

Mais les frondeurs ne l'entendent pas de la même façon. «La direction du PS voudrait enfermer la primaire dans la 'Bap' pour que ceux qui sont hostiles à la politique de François Hollande et de Manuel Valls n'aient aucune envie de participer», poursuit Lienemann, qui veut en faire «un enjeu exactement inverse». Soit «sanctionner la politique actuelle, redonner des couleurs à la gauche et ouvrir une nouvelle période». Proche d'Arnaud Montebourg, le député frondeur Laurent Baumel n'en pense pas moins. «Je ne fais pas le procès de la 'Bap', mais elle ne répond pas aux problèmes actuels d'orientation de la gauche.» Cette «Bap» est aussi pour lui, «le processus de rassemblement de ceux qui soutiennent François Hollande».

Montebourg a parlé avec Pierre Laurent

Lienemann et Baumel se sont retrouvés lundi 27 juin avec d'autres frondeurs pour travailler sur un programme de fond en vue de cette primaire, et pour poser les bases d'une candidature commune. «Notre préoccupation, indique Baumel, c'est de passer d'une situation de réaction à la politique de Hollande à une situation de proposition positive. Et nous avons besoin de vérifier qu'il n'y a pas d'obstacle infranchissable à une candidature commune.» Cette vérification devrait arriver à son terme à la fin des vacances, peut-être à l'occasion des journées d'été des frondeurs organisées à Nantes en marge de l'université d'été du PS. Lienemann se montre en outre très prudente sur la participation du chef de l'État à la présidentielle. «Il fait comme s'il ira, mais il ne va pas pouvoir être infiniment sourd aux sondages...»

De son côté, Arnaud Montebourg, probable candidat à la primaire, s'est longuement entretenu au téléphone ces derniers jours avec le chef de file du PCF Pierre Laurent. Objectif: élargir au maximum le champ de la primaire pour l'un, et pour l'autre, échapper à l'emprise de Jean-Luc Mélenchon, déjà parti en campagne pour la présidentielle.



Sophie de Ravinel

Journaliste politique, en charge du PS, des écologistes et de la gauche radicale. Un peu de collectivités locales aussi.

IV) Gérard Filoche visé par une saisine de la commission des conflits du PS



Gérard Filoche © DOMINIQUE FAGET / AFP



Etienne Baldit
etienne.baldit@europe1.fr

Europe 1

FILOCHEXIT - Gérard Filoche fait régulièrement l'objet de demandes de démission de la part de certains élus PS. C'est que le membre du bureau national du parti et ancien inspecteur du Travail, tenant de l'aile la plus à gauche de Solférino, **fait tout aussi souvent polémique**, par exemple en s'en prenant violemment à François Hollande, Manuel Valls ou Emmanuel Macron. Cette fois-ci, les choses semblent devenir un peu plus sérieuses.

Selon les informations du [Parisien](#) confirmées au Lab, samedi 2 juillet, la députée socialiste de la Sarthe **Sylvie Tolmont a en effet saisi la commission des conflits du PS en vue de son exclusion**. En théorie et selon [les statuts du PS](#), cette instance disciplinaire (qu'elle soit fédérale ou nationale) peut prononcer les peines suivantes (éventuellement avec sursis) : avertissement, blâme, suspension temporaire, exclusion temporaire ou définitive. **Toute saisine dûment effectuée conduit automatiquement à l'examen du dossier**. Contactée, Sylvie Tolmont n'a pour l'heure pas donné suite.

Mais ce n'est pas tout : **la section PS du 1er arrondissement de Paris, à laquelle appartient Gérard Filoche, a aussi écrit directement au secrétaire national du parti, Jean-Christophe Cambadélis**. Dans cette lettre que Le Lab s'est procurée et signée par le secrétaire de section, Alain Le Garrec, ainsi qu'une grosse quinzaine de ses militants, est demandé l'examen par la commission des conflits de **propos qu'ils jugent**

"contraires et attentatoires à ce qu'est le PS aujourd'hui". Au Lab, Alain Le Garrec explique que sa démarche vise à faire en sorte que les déclarations fracassantes de Gérard Filoche n'engagent plus le parti :

Je demande que le PS nous dise, via peut-être la commission des conflits, si Gérard Filoche parle au nom du PS, en tant que membre du bureau national et du conseil national, ou en son nom propre. Qu'il ait sa liberté d'expression et ses opinions, je l'entends et c'est normal. Mais voir ses dérapages au nom du PS à la télévision, ce n'est plus possible.

S'il sait qu'une saisine de la commission des conflits pourrait aboutir à une éviction, **il ne demande pas pour autant lui-même cette suspension ou cette exclusion**. "Pourquoi est-ce qu'un militant PS demanderait l'exclusion d'un autre militant PS ? Je ne me le permettrai pas", dit Alain Le Garrec. Il précise n'avoir "rien contre l'individu même si nous ne sommes pas d'accord sur tout", mais vouloir clarifier cette situation. En somme, **c'est aux instances disciplinaires du parti de trancher**.

Sont spécifiquement visés, dans ce courrier, les propos de Gérard Filoche au moment de la mort du patron de Total Christophe de Margerie ([qualifié de "suceur de sang"](#)), ceux sur l'accident de car de Puisseguin (il avait alors [appelé à la démission d'Emmanuel Macron](#) juste après le drame) et [son étrange référence aux "raffles" dans les "stades"](#) au moment de l'éventuelle interdiction d'une manifestation anti-loi Travail. Encore récemment, Gérard Filoche, tout en affichant sa volonté de se présenter à la primaire du PS, estimait que ["même une chèvre battrait Hollande"](#), propos là aussi visés par cette demande.

"Sa position et ses discours ne sont pas en accord avec notre histoire. Nous sommes très loin des valeurs pour lesquelles nous avons adhéré", écrivent ces militants socialistes à Jean-Christophe Cambadélis. Ce dernier a par le passé été à deux doigts de vouloir virer l'intéressé des rangs socialistes. [En février, "Camba" jugeait ainsi que "le cas Filoche s'alourdit"](#), faisant notamment référence à des propos du membre du BN selon lesquels Robert Badinter serait un "pignouf".

Mais jusqu'ici, "Gégé" est toujours passé entre les gouttes.

V) Face aux "risques de violences", Cambadélis estime qu'il "vaut mieux reporter ou suspendre" l'université d'été du PS

"On en discutera pour trouver une autre date pour permettre de faire les choses avec plus de sérénité", déclare le premier secrétaire du PS sur France 3.



Le premier secrétaire du PS, Jean-Christophe Cambadélis, donne une conférence de presse après une réunion du bureau national du parti, le 7 mars 2016. (DOMINIQUE FAGET / AFP)

Contestation de la loi Travail, opposition à l'aéroport Notre-Dame-des-Landes : pour les socialistes redoutent que la situation dégénère. "Devant les risques de violences", Jean-Christophe Cambadélis, patron du PS, annonce dimanche 3 juillet sur France 3 sa volonté de "reporter ou suspendre" l'université d'été du parti, prévue les 26, 27 et 28 août à Nantes (Loire-Atlantique).

http://www.francetvinfo.fr/politique/ps/universite-d-ete-du-ps/face-aux-risques-de-violences-jean-christophe-cambadelis-estime-qu-il-vaut-mieux-reporter-ou-suspendre-l-universite-d-ete-du-ps_1529371.html

"Il vaut mieux reporter ou suspendre (...) On en discutera pour trouver une autre date pour permettre de faire les choses avec plus de sérénité", a déclaré le premier secrétaire du Parti socialiste.

"On veut en découdre"

"On nous menaçait de violences sur nos militants, on nous menaçait de sacager l'ensemble de la ville", déplore Jean-Christophe Cambadélis. "Je ne peux pas avoir demandé à la CGT de suspendre ses manifestations [contre la loi Travail] au vue des violences et moi-même maintenir l'université qui entraînera absolument -

parce qu'on veut en découdre - (...) de la violence", explique-t-il. Et le patron du PS accuse : "Il y a quelque chose de grave. Il s'est constitué dans ce mouvement une ultra-gauche anti-démocratique qui s'est fixée comme objectif de mettre à terre le PS."

Les syndicats opposés à la loi Travail avaient déjà prévu la tenue d'un meeting à quelques centaines de mètres de là, rapporte Ouest France.



LAPRESSEENREVUE.EU

Jean-Vincent Placé compare la gauche à l'équipe de France de football

<http://dai.ly/x4jfhcx>

Jean-Vincent Placé veut croire que la gauche gouvernementale gagnera en 2017 comme les Bleus cette année à l'Euro. « Parfois il faut se faire engueuler à la mi-temps, mais à la fin on marque et on gagne », a assuré le secrétaire d'État.

«En avant pour la victoire l'année prochaine. Oui nous serons au rendez-vous, un peu comme l'équipe de France de football. » A la tribune du premier meeting de la Belle Alliance Populaire, ce 2 juillet à Paris, Jean-Vincent Placé veut croire que la gauche gouvernementale gagnera en 2017 comme les Bleus cette année à l'Euro. « Parfois il faut se faire engueuler à la mi-temps, mais à la fin on marque et on gagne », a assuré le secrétaire d'État.

Tout en défendant le bilan de François Hollande, Jean-Vincent Placé a aussi souligné qu'il restait « encore beaucoup à faire », notamment dans le domaine de la diversité en politique. « Je suis, en dehors de l'outre-mer, le seul sénateur 'mâle', si j'ose dire, qui ne ressemble pas tout à fait à quelqu'un du terroir. C'est ça la réalité ! », a asséné l' élu né à Séoul.

Le mode de scrutin proportionnel serait pour lui le moyen d'offrir « un autre visage » aux représentants de la Nation, en dehors des « beaux quartiers et des énarques ». Autre urgence démocratique selon lui, la mise en place du droit de vote des étrangers. « Vous pouvez applaudir sur le droit de vote des étrangers, ça fait 25 ans qu'on le promet ! » Trente-cinq ans, dans les faits, puisque François Mitterrand l'avait promis en... 1981.

publicsenat.fr

VI) Loi travail : Hamon réitère son opposition à un texte « contre l'emploi et le pouvoir d'achat »



Benoît Hamon à l'Assemblée nationale, le 4 mai, lors d'un débat sur le projet de loi travail. BERTRAND GUAY / AFP

Figure de l'aile gauche du Parti socialiste (PS) et ancien ministre, le député Benoît Hamon a réitéré dans une tribune publiée dans Le Journal du dimanche du 3 juillet son opposition au projet de loi travail, synonyme à ses yeux de « travailler plus en gagnant moins ». Pour lui, le texte porté par la ministre Myriam El Khomri n'obtient « toujours pas de majorité dans l'opinion, au Parlement, parmi les syndicats de salariés ».

M. Hamon martèle qu'actuellement, pour l'essentiel, « c'est une loi contre l'emploi et contre le pouvoir d'achat », qui « encourage l'augmentation de la durée du travail en transférant de la branche vers l'entreprise l'organisation du temps de travail et le tarif des heures supplémentaires ». Et ce dernier d'estimer que le projet marque la victoire du patronat sur les questions de la durée du travail et du licenciement.

« Simple d'éviter une crise »

Alors que le projet de loi revient mardi à l'Assemblée en nouvelle lecture, sous la menace d'un deuxième recours à l'arme constitutionnelle du 49.3 pour le faire adopter sans vote, il juge qu'il « serait simple d'éviter une nouvelle crise » si le gouvernement acceptait d'ôter « les trois articles [2, 11 et 30] qui font problème » et de les renvoyer à la négociation entre les partenaires sociaux.

Selon M. Hamon, une telle attitude contribuerait à réinstaurer un peu de sérénité dans les débats sur ce dossier. Elle permettrait aussi, argue-t-il, de remettre au centre du processus la démocratie parlementaire et la démocratie sociale. « Après le détricotage de la loi par la droite lors de son passage au Sénat, certains y ont vu la preuve que

le texte initial était bien de gauche. Quelle piètre ambition », lâche-t-il aussi, disant n'attendre « pas de la gauche qu'elle fasse moins pire que la droite ».

lemonde.fr

VII) La part d'ombre de Michel Rocard

Par lancetre Blog : Le blog de lancetre

"Les morts", chantait Brassens, "sont tous de braves types". Au milieu du concert de louanges de pleureuses hypocrites qui va s'élever, qu'il me soit permis de rappeler dans ce billet quelques "parts d'ombre" du rocardisme, à commencer par l'amnistie accordée aux militaires assassins de la grotte d'Ouvéa.

On peut dire qu'il y avait du beau monde, pour fêter les 80 ans de Michel Rocard !

Le baron Ernest-Antoine Seillière,

Laurence Parisot,

Nicole Notat, et ses deux prédécesseurs à la tête de la très rocardienne CFDT,

Stéphane Fouks (Euro RSCG)

Lionel Jospin

Pierre Pringuet (patron de Pernod Ricard, qui offrait les vins, venus d'Australie)

Alain Bauer ("criminologue" sarkozyste)

Et, bien entendu,

Manuel Valls !

Une vraie réunion de gauche !

<http://www.lejdd.fr/Politique/Actualite/La-tribu-Rocard-a-La-Nouvelle-Eve-222602?p=2>

Cette soirée d'anniversaire, qui mêlait grands patrons, hiérarques "socialistes" et chefs de la CFDT, est un excellent symbole de ce que fut le "rocardisme".

Michel Rocard fut l'apôtre de la "discussion entre partenaires sociaux" substituée à la lutte des classes.

Sa fameuse "deuxième gauche" est représentée, notamment, par la CFDT: le naufrage du syndicalisme.

Il a participé à la commission Pochard, créée par Darcos, ministre de Sarkozy, pour "redéfinir le métier d'enseignant"; certes, il l'a quittée au bout de quelques mois, mais comment, lorsqu'on a un brin d'honnêteté, peut-on accepter une mission quelconque d'un type comme Sarkozy ?

Il a ensuite accepté d'être missionné par le même Sarkozy, qui s'est ouvertement payé sa fiole en le nommant **"ambassadeur pour les régions polaires"**, ou une dénomination dans ce genre.

Qu'est-ce que Sarkozy en avait à battre des ours blancs ?

Volens nolens, Rocard a conduit, au début du second septennat de Mitterrand, et malgré leurs conflits personnels, une politique de droite.

Il a fait amnistier l'assassinat de Kanaks par des gendarmes lors de l'assaut contre la grotte d'Ouvéa, ainsi qu'il l'a reconnu il y a quelques années.

C'est à coups de bottes, d'une balle dans la tête, ou en arrachant leur perfusion, que les blessés kanaks ont été achevés, et les responsables de cette abomination, grâce à Michel Rocard, ont échappé aux sanctions légitimes qu'auraient dû leur valoir ces actes de barbarie.

"À la suite d'une enquête de commandement, Jean-Pierre Chevènement, ministre de la Défense du gouvernement Rocard, relève « qu'aucun élément de l'enquête ne fait apparaître qu'il y a eu des exécutions sommaires » tout en évoquant des « actes contraires au devoir militaire » et « des points lui paraissant obscurs après l'évacuation d'Alphonse Dianou ».



Parmi les cas suspects, celui de Wenceslas Lavelloi, surnommé « Rambo », retrouvé mort d'une balle dans la tête et dont plusieurs témoignages récents confirment qu'il était encore vivant après la fin de l'assaut ; le cas d'Alphonse Dianou, chef du commando, blessé d'une balle au genou, laissé plusieurs heures sans soins et qui devait finalement décéder ; le cas de Patrick Amossa Waina, un « porteur de thé » de 18 ans qui ne faisait pas partie des preneurs d'otages, retrouvé mort d'une balle dans la tête alors qu'il était vivant à la fin de l'assaut ; de Martin Haiwé qui tentait de s'enfuir avant l'attaque et de Samuel Wamo, le blessé évacué entre les deux assauts. Les deux médecins légistes ayant pratiqué les autopsies constateront également un nombre anormalement élevé de victimes - douze sur dix-neuf - tuées d'une balle dans la tête, la plupart présentant par ailleurs de multiples blessures. Certains participants de l'opération interrogés par Le Figaro assurent qu'aucun tir n'a été entendu sur zone après la fin des combats. Mais Philippe Legorjus reconnaîtra plus tard avoir entendu des coups de feu alors qu'il quittait les lieux.

L'officier de gendarmerie responsable des blessures subies par Alphonse Dianou (qui en est mort avant son transport à l'aéroport d'Ouloup) a été brièvement suspendu après l'enquête qui a

suiwi. Il achèvera sa carrière avec le grade de colonel."

(Source: Wikipedia)

A l'occasion de la sortie du film de Mathieu Kassowitz, un rappel succinct de ces événements sanglants a été publié ici:

<http://www.corsicainfurmazione.org/3086/selon-lancien-patron-du-gign-des-kanaks-ont-ete-executes-en-1988-a-ouvea/2011/>

Bien entendu, Michel Rocard, qui devient Premier Ministre après ces exactions, n'en porte aucunement la responsabilité.

C'est lui, cependant, qui a "couvert", puis amnistié, les militaires tortionnaires et assassins.

Edwy Plenel et Alain Rollat avaient, en 1988, publié un livre sur ces événements: Mourir à Ouvéa.

Par ailleurs, Michel Rocard

"présidait, avec Dominique Strauss-Kahn et Pierre Moscovici, cofondateur de l'association À gauche, en Europe. Il présidait le conseil

d'orientation scientifique de la fondation Terra Nova depuis sa création, en 2008."

(Source: Wikipédia)

J'évite de cracher sur les cercueils, mais on ne pleure quand même pas la disparition d'un révolutionnaire.

Le Club est l'espace de libre expression des abonnés de Mediapart. Ses contenus n'engagent pas la rédaction, ni la Presse en Revue.

A Suivre... La Presse en Revue

Bonjour lapresseenrevue,

Votre blog fête ses 4 ans cette année !

Toute l'équipe d'OverBlog est heureuse de souhaiter un joyeux anniversaire à votre blog La Presse en Revue....

4 ans ça se fête !
Dites-le à tout le monde

J'informe mes lecteurs

LAPRESSEENREVUE.EU